

Il faut des mesures radicales de désislamisation de notre pays



C'est un entretien-choc, et bien plus long que d'habitude, que le Général Antoine Martinez a accordé à notre fondateur, Pierre Cassen. Sans aucune langue de bois, ce sincère amoureux de la France décrit son inquiétude et sa révolte devant la situation de l'armée française, victime de coupes budgétaires dramatiques, dans la période actuelle. Il se montre très critique à l'encontre de ceux qui dirigent ce pays depuis quarante ans, et parle de la situation de l'armée française confrontée dans ses rangs à une présence musulmane de plus en plus importante. Il appelle de ses vœux à la mise en place de mesures radicales pour mettre en place ce qu'il appelle « un processus de désislamisation de notre pays ». Il montre enfin que l'Etat d'urgence voulu par le président de la République est bien loin d'être à la hauteur des enjeux, et ne donne pas les résultats qu'on pourrait attendre, un mois après le 13 novembre. Un témoignage-vérité à lire jusqu'au bout...

Riposte Laïque : Mon Général, pouvez-vous expliquer à quelques-uns de nos lecteurs qui ne vous connaissent pas, qui vous êtes, quel est votre parcours, et surtout quel est votre statut actuel ?

Général Antoine Martinez : Je suis né à Oran, en Algérie, en 1948 dans une famille ouvrière, ce qui ne me prédestinait pas à faire une carrière militaire. J'ai débuté cette dernière comme sous-officier dans l'armée de l'air, puis j'ai intégré en 1974, par voie de concours, l'École Militaire de l'Air de Salon de Provence où j'ai choisi la spécialité Renseignement. Ma carrière d'officier m'a amené à connaître de nombreuses expériences professionnelles qui ont été passionnantes. C'est ainsi que j'ai acquis une certaine expertise dans le domaine du Renseignement en occupant des postes en unité aérienne (à Luxeuil-les-Bains), dans un organisme d'exploitation du renseignement de l'armée de l'air (2ème bureau de la Force aérienne tactique à Metz), au sein d'un organisme d'exploitation du renseignement et de gestion des crises au niveau de l'administration centrale (Direction du Renseignement Militaire à Paris). Au cours de toutes ces années, j'ai eu l'occasion de participer à de nombreuses réunions multinationales (OTAN) ou bilatérales avec les services de Renseignement nationaux de pays partenaires. J'ai également dirigé pendant six mois, en 1994, le bureau Renseignement du Commandement du Contingent français en ex-Yougoslavie. Voilà pour le volet Renseignement. J'ai également acquis une expérience dans les relations internationales et le monde diplomatique en occupant les fonctions d'Attaché de Défense près l'ambassade de France au Danemark, pendant trois ans.

Il ne faut pas oublier le volet commandement qui, pour tout officier constitue un moment important car c'est une période unique pendant laquelle on commande des hommes. J'ai pu exercer ce privilège comme Chef des Moyens généraux sur la base aérienne de Nancy pendant deux ans, alors que j'étais commandant, avant d'intégrer, par voie de concours, l'École Supérieure de Guerre Aérienne et le Cours Supérieur Interarmées, à l'École Militaire à Paris. Puis plus tard, à mon retour du Danemark, j'ai commandé la base aérienne de Rochefort, en Charente Maritime, sur laquelle est stationnée l'École de formation des sous-officiers de l'armée de l'air.

Comme je le disais, commander des hommes est un privilège qui vous enrichit sur le plan humain et c'est, en fait, une grande école d'humilité car le chef n'est rien sans les autres. Enfin, j'ai terminé ma carrière à Paris, dans un contexte interministériel, à la Direction des Affaires Internationales et Stratégiques au Secrétariat Général de la Défense Nationale (SGDN), en qualité de Chargé de mission.

Et depuis quelques années, je suis en 2ème section, c'est à dire en retraite dans le sud de la France. Mais vous savez, lorsqu'on a servi pendant une quarantaine d'années sous l'uniforme et qu'on a exercé certaines fonctions, il est difficile de tourner la page complètement et j'ai donc décidé de continuer à servir d'une autre manière en m'engageant bénévolement dans le monde associatif et en m'imposant la rédaction d'éditoriaux, ce qui m'a d'ailleurs poussé à publier un essai (1) en début d'année 2013, car après avoir été tenu au devoir de réserve, j'ai considéré avoir aujourd'hui non seulement un droit mais un devoir d'expression.

Antoine Martinez

Devoir d'expression d'un citoyen (pas) ordinaire

Essai



**NOUS ALLONS DEVOIR ARRETER
DE BOMBARDER L'ETAT ISLAMIQUE, CAR
LES STOCKS DE MUNITION SONT EPUISES
!**

Riposte Laïque : Dans votre dernière chronique, rédigée après les attentats du 13 novembre, vous titrez : « Le sursaut ou le suicide, la révolte ou la soumission ». Comment nos compatriotes doivent-ils comprendre, concrètement, ce

message ? Qu'attendez-vous d'eux ?

Général Antoine Martinez : Je considère que nous arrivons aujourd'hui – après une quarantaine d'années de laxisme, de manque de clairvoyance et à présent de déni de réalité de la part de nos responsables politiques, toutes tendances confondues – à un moment capital de notre histoire qui nécessite un ressaisissement de la part de nos gouvernants sous peine de mener leur « France rêvée de 2025 » à un véritable cauchemar. C'est à eux que s'adresse ce « sursaut ou le suicide », car lorsqu'on détient le pouvoir, la première exigence est d'exercer la puissance pour assurer la sécurité à l'extérieur et la concorde à l'intérieur. Il ne vous a pas échappé qu'on en est très loin aujourd'hui.

A l'extérieur, après avoir procédé depuis la fin de la Guerre froide au démantèlement de nos armées en réduisant sans cesse leurs budgets et leurs effectifs (de 3% du PIB en 1985, nous en sommes à 1,4% !), nous allons devoir arrêter de bombarder l'État islamique car les stocks de munitions sont épuisés. Vous vous rendez compte de ce que cela signifie ! Quant à l'intérieur, c'est tout sauf la concorde à cause d'une lacune considérable dont font preuve nos élites politiques en matière de géopolitique qui les maintient depuis longtemps, par passivité incompréhensible pour certains, par calcul cynique pour d'autres, par idéologie pour d'autres encore, dans l'acceptation d'une immigration extra-européenne, modelée par l'islam, massive, injustifiée et incontrôlée, non seulement ruineuse sur le plan économique mais aujourd'hui hostile pour une partie de plus en plus importante à nos valeurs, à nos modes de vie et à nos traditions.

Pour que la concorde puisse régner dans une société, la première condition est qu'elle possède un minimum de cohérence interne, ce qui n'est absolument plus le cas aujourd'hui. En l'espace d'à peine une cinquantaine d'années, par le laxisme et l'adoption de mesures insensées et suicidaires, nos élites politiques ont réussi à installer la division et à instaurer le communautarisme qui nous conduit, si rien n'est fait, à des affrontements et en fin de compte à la guerre civile. Car, il

faut bien le constater, sous le nombre, l'intégration n'est plus possible surtout si elle est refusée par les derniers arrivants. Que nos gouvernants se rendent à l'évidence : selon un sondage effectué en France après les attentats de janvier dernier, 25 % des jeunes de 18 à 34 ans étaient solidaires de l'État islamique ! Et au lendemain du carnage du 13 novembre 35 % des musulmans français approuveraient les attentats suicides destinés à défendre l'islam ! Admettez qu'il y a un vrai problème qui, à terme, met en danger l'existence même de notre nation.

Il faut bien reconnaître, sauf à être aveugles ou guidés par une idéologie mortifère et criminelle pour la France comme le sont nos gouvernants, que l'islam est incompatible avec la démocratie et avec nos valeurs pour plusieurs raisons : refus de séparer le pouvoir spirituel du pouvoir temporel, rôle et soumission de la femme qui n'est pas l'égale de l'homme, rejet et refus de la laïcité incompatible avec l'islam, volonté de ne reconnaître que la loi islamique, la Charia, déclarée, elle, incompatible avec la démocratie en 2003 par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH). On le constate, il est dans ces conditions difficile d'admettre, comme certains voudraient nous le faire croire, que l'islam, qui n'a rien de commun avec notre identité et nos racines gréco-romaines et judéo-chrétiennes, est une chance pour la France, car il est impossible d'envisager le vivre-ensemble avec le diable. C'est donc pour nos gouvernants, et d'une façon générale pour l'ensemble des partis politiques, un dilemme auquel ils n'échapperont pas : soit c'est un sursaut, salutaire pour la nation – nécessaire d'ailleurs pour nos voisins européens – en réaffirmant notamment notre attachement à notre héritage historique, spirituel et culturel et en posant des conditions à l'islam, soit ils organisent leur propre suicide politique et nous assisterons à une recomposition complète du paysage politique totalement différent de l'actuel et imposée par les événements.

Quant à la révolte ou la soumission, c'est au peuple que s'adresse cette seconde partie du titre de ma chronique que

vous évoquez. Non pas que j'appelle le peuple à se révolter, mais dans une démarche strictement intellectuelle, l'analyse objective de la situation conduit naturellement à cela. C'est, en fait, une suite logique ou la conséquence de la réponse que fourniront les politiques au sursaut ou au suicide. Si, en effet, il n'y a pas de sursaut, il y aura le suicide. Et le peuple ne peut alors avoir que deux solutions : la révolte ou la soumission. Il faut que les citoyens y réfléchissent. Car le peuple ne cesse d'être méprisé depuis de nombreuses années et on lui fait savoir régulièrement que son avis ne compte pas. Et quand il s'exprime dans les urnes, au mieux on tente de lui expliquer qu'il ne comprend rien, au pire qu'il est fasciste. Ce n'est pas cela la démocratie. Comme le mentionnait Montesquieu dans *L'esprit des lois*, la démocratie est fondée sur la vertu. Mais cette vertu est bien absente des comportements et des décisions prises par nos politiques. Car en démocratie, le peuple est souverain en dernier ressort. Qu'il soit donc consulté par référendum, cela ne pourra que renforcer la légitimité du politique. Nos responsables politiques ont, en effet, oublié depuis longtemps une chose capitale : ils ne sont que les fondés de pouvoir d'un souverain qui s'appelle le peuple.

La situation que nous connaissons aujourd'hui est précisément la conséquence de cette volonté de ne pas consulter le peuple sur des sujets importants qui concernent son avenir. C'est ainsi que nos responsables politiques n'ont pas le droit de favoriser l'islamisation de notre pays et la question de l'identité est une question qu'il va falloir maintenant traiter, cela devient urgent. Il arrive, en effet, un moment où un peuple éduqué dans l'idée démocratique, cependant las d'être ignoré par ses élites, pourrait exiger d'être écouté. Car, ne nous leurrions pas, si nous n'avons pas le courage de réagir, nous nous acheminerons vers beaucoup de sang et de larmes. Alors, que doit-on attendre de nos compatriotes, me demandez-vous ? Je crois, et ils l'ont démontré il n'y a pas très longtemps, qu'ils sont capables, sur des sujets qui conditionnent notre avenir, de se mobiliser, de se fédérer, de

s'unir, et de manifester en masse, pacifiquement, en respectant la légalité, pour défendre une vision de la société. L'exemple de la Manif Pour Tous nous le rappelle. Pour l'avenir de la nation française aujourd'hui menacée dans son unité, pour la défense de ses racines et de sa civilisation, pour l'arrêt d'une immigration hostile à nos valeurs et véhiculant une culture de mort qui invalide tout espoir de vivre ensemble, il n'y a qu'une mobilisation des citoyens du type Manif Pour Tous amplifiée qui serait la seule à pouvoir faire changer le cours néfaste des choses en réclamant l'organisation d'un référendum sur l'immigration. Cela dit, je ne pense pas que le peuple soit pour l'instant dans cet état d'esprit. Mais dans ce cas, attendons-nous à de nouveaux massacres de masse qui conduiront à la libanisation du pays, c'est à dire la soumission à la terreur.

LE LAISSER-FAIRE DE NOS DIRIGEANTS S'APPARENTE A UNE TRAHISON, ET JE PESE MES MOTS...

Riposte Laïque : Quel est votre regard sur la France actuelle, et ceux qui la dirigent ?

Général Antoine Martinez : Vous savez, il m'arrive de retraverser ma propre vie marquée par un certain nombre de repères. Quand je pense, par exemple, à cette école de la République qui m'a construit et qui m'a appris à aimer la France, son histoire, sa culture, ses racines gréco-latines et chrétiennes, je suis aujourd'hui consterné par ce que nos élites politiques flanquées de ces experts du pédagogisme en ont fait depuis une quarantaine d'années. Et l'inconséquence, le laxisme et le manque de vision à long terme de nos responsables politiques conduisent inmanquablement à la désintégration annoncée de notre unité nationale en raison de mesures effarantes qui défient le bon-sens. Pourquoi l'Éducation nationale, pourtant outil fondamental au service

de la nation, est-elle devenue un véritable monstre qui a échoué ? Comment comprendre que près d'un élève sur quatre ne sait ni lire, ni écrire, ni comprendre un texte ou un raisonnement, ni s'exprimer correctement à l'entrée du collège ? Il faut être lucide et reconnaître que l'école qui prépare la France de demain remplit mal sa mission en raison de la présence d'élèves issus d'une immigration extra-européennes trop nombreux.

De cette situation découle naturellement le fait que des établissements scolaires accueillent une majorité d'élèves d'origine immigrée et que des classes d'écoles primaires ou de collèges sont entièrement composées d'élèves d'origine extra-européenne et de même confession. La vraie raison de l'échec est là, car la conséquence est que l'espace scolaire est quotidiennement exposé à des tensions ethnoculturelles et qu'il est devenu le lieu de revendications qui découlent d'une expression communautariste, agressive de surcroît, se réclamant d'une identité religieuse revendiquant le rejet de la culture et des valeurs de la nation française. Il faut donc le dire, l'école de la République est malheureusement devenue aujourd'hui le creuset de la libanisation du pays. Voilà un des regards, pessimiste il faut le dire, que je porte sur ma France défigurée en voie d'être martyrisée puisque c'est cette école de la République qui a instruit ces dizaines de milliers de djihadistes qui doivent à leur naissance sur notre territoire d'être Français. Et cela n'émeut apparemment pas nos élites politiques dont le laisser-faire s'apparente à de la trahison, oui à de la trahison, et je pèse mes mots. Il faut donc que nos compatriotes se réveillent et réagissent, car ils n'ont rien à attendre de ceux qui les gouvernent. Refuser de voir la réalité conduit au suicide, car on engage avec certitude notre pays sur cette voie de la libanisation. Quant au rayonnement de la France sur la scène internationale, il subit les conséquences de ces discours tenus dès la fin de la Guerre froide et préconisant « d'engranger les dividendes de la paix » qui ont finalement réduit nos capacités militaires de façon drastique à la suite de purges budgétaires

successives totalement irresponsables. Et pourtant, c'est paradoxalement le seul domaine dans lequel le président de la République peut se prévaloir aujourd'hui d'un succès. Mais ce succès, ce n'est pas réellement le sien, il le doit à nos officiers, à nos sous-officiers, à nos soldats. Il le doit à leur sens du devoir, à leurs compétences, à leur professionnalisme, à leur abnégation, à leur conception du service de la France alors qu'ils opèrent dans des conditions très difficiles. Cela dit, indéniablement, la France n'est plus considérée comme une grande puissance mais comme une puissance moyenne parmi d'autres. Pourtant, elle est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU ce qui lui confère un certain nombre d'obligations. Mais nos élites politiques peu portées sur la culture militaire et géopolitique, n'ont pas compris que les relations entre les États, ou groupes d'États, et donc les relations internationales, sont basées sur les rapports de forces. En effet, lorsqu'il veut défendre ses intérêts et peser sur les affaires du monde, ou du moins faire partie des pays que l'on respecte et qui peuvent avoir une influence sur le cours des événements, un grand pays dispose de deux outils indispensables, complémentaires et indissociables : la diplomatie et la force armée, avec des moyens correspondants à ses ambitions pour garantir ses intérêts dans une crise, en permettant à la première de conduire la négociation, accompagnée de la menace dans certains cas, et à la seconde d'exercer la pression, la gesticulation pendant la phase de négociation, voire l'emploi de la violence en cas d'échec. L'Union européenne ne dispose ni de l'une ni de l'autre. Quant à la France, rien ne sert de disposer du deuxième réseau diplomatique dans le monde, après les États-Unis mais loin devant les autres, si nos forces armées, qui ont dorénavant atteint le point de rupture irréversible en terme de capacités, ne peuvent plus épauler le diplomate au niveau de puissance qui doit être celui d'un grand pays.

Alors, quel est mon regard sur ceux qui nous gouvernent ? Il est très sévère, vous l'aurez compris. Nos élites politiques

ont choisi de faire de la politique une profession, un métier fort éloigné de ce qui devrait être une vocation tournée vers le service de la collectivité. Elles en vivent donc et cela leur permet de bénéficier d'une rente de situation très confortable à laquelle elles s'accrochent. Cela dit, elles semblent de plus en plus oublier le rôle noble du politique en confondant allègrement le bien commun, l'intérêt de l'État et de la Nation, qui s'inscrivent dans une vision à long terme, avec leurs ambitions personnelles, leurs intérêts propres ou ceux de leur parti, qui s'inscrivent eux dans une vision à court terme. Et elles n'hésitent pas à sacrifier le long terme sur l'autel de leurs ambitions à court terme. C'est ainsi qu'à défaut de traiter les problèmes, nos responsables politiques occupent la scène en abusant de la communication sur des sujets secondaires avec la complicité de la majorité de médias serviles qui orientent l'information ou la manipulent en occultant ce qu'il n'est pas souhaitable que le peuple sache selon le principe « diviser pour régner » sur des sujets de société comme cela a été le cas avec le mariage pour quelques-uns.

Après les attentats de janvier dernier, ils n'ont, non seulement pas voulu voir l'adhésion clairement affichée aux meurtriers par une partie des musulmans français et étrangers vivant en France – ce qui interpelle toute personne sensée et réfléchie sur l'état de la société française – mais pas pris les mesures qui s'imposaient, ce qui a conduit au carnage du 13 novembre. Leur seul mot d'ordre c'est « pas d'amalgame » alors que les islamistes assassins se réclament de l'islam et appliquent à la lettre le Coran. Comment comprendre cette mansuétude coupable à l'égard d'une « religion » aussi sectaire et cette volonté, non seulement de flatter, mais de favoriser son expansion dans notre pays qui n'a aucune réalité historique avec ce monde intolérant, et fanatique qui mènent notre pays à la catastrophe ? Lorsqu'on détient le pouvoir, la responsabilité première est de protéger son peuple de toute menace. On peut dire que depuis de nombreuses années, nos élites politiques ont, en réalité, bien identifié cette menace

latente qui se précise aujourd'hui mais que certains ont renoncé à modifier le cours des choses par lâcheté, par manque de courage, tétanisés par le discours des procureurs de la bien-pensance.

En revanche, d'autres l'ont favorisé cyniquement par simple calcul politicien à court terme qui s'apparente à de la trahison à l'égard de la nation française. D'ailleurs, quelle est la motivation cachée de ce projet de loi qui ne devrait pas aboutir car nécessitant la modification de la Constitution et qui vise à adopter la Charte européenne des langues régionales et minoritaires ? Que nos compatriotes y réfléchissent et se demandent pourquoi ce projet ? Car, il y a un risque de dérives autonomistes qui pourrait être instauré au niveau de certaines régions. Mais en réalité, ne serait-ce pas parce que les termes importants ne sont pas « langues régionales » mais « langues minoritaires » avec le but inavoué de favoriser l'admission de la langue arabe pratiquée par de nombreux compatriotes musulmans dont le vote compte aujourd'hui ? Très franchement, je crois que ce n'est pas digne quand on préside aux destinées de la nation française.

LES JEUNES FRANCAIS D'ORIGINE MAGHREBINE ET L'ARMEE : 3,5 FOIS PLUS DE DESERTION, 6 FOIS PLUS DE REFUS D'OBEISSANCE, SIX FOIS PLUS D'OUTRAGE A SUPERIEUR...

Riposte Laïque : Dans nos conférences, nous entendons souvent des intervenants s'inquiéter d'une présence musulmane, au sein de l'armée française, ressentie souvent comme une possible cinquième colonne. Ces inquiétudes sont amplifiées quand on apprend que certaines unités, sous la pression d'aumôniers musulmans, mangent halal, et que les soldats musulmans obtiennent des dérogations pour des fêtes religieuses.

Partagez-vous cette inquiétude, où ces faits sont-ils fort marginaux au sein de l'institution militaire ?

Général Antoine Martinez : C'est une question légitime à laquelle il m'est difficile de répondre avec précision, ayant quitté l'institution militaire depuis quelques années. C'est un sujet délicat bien sûr et je comprends qu'il puisse être posé car sans tomber dans la paranoïa, il faut admettre que le risque zéro n'existe pas. Je vais essayer d'apporter quelques éléments de réponse.

Tout d'abord, l'armée, chacun le sait, est issue de la nation et objectivement et rationnellement on devrait y retrouver une composition ethnoculturelle similaire ou approchante de celle de la société civile. Mais les statistiques ethniques étant interdites dans notre pays, il est difficile de donner une image chiffrée précise sur la présence de Français de confession musulmane dans les rangs de nos forces armées. Déjà faudrait-il s'entendre sur la part que représente la population française de confession musulmane. Pour ma part, j'aurais tendance à avancer, sous toutes réserves, un chiffre voisin de 12 % que j'extrapole des données fournies dans l'essai (1) que j'ai publié en début d'année 2013. J'ajouterai que ce chiffre peut varier en fonction de l'armée concernée (armée de terre, armée de l'air, Marine nationale, gendarmerie), l'armée de l'air étant la moins concernée, l'armée de terre la plus touchée.

Ensuite, il ne faut pas oublier que historiquement nos armées ont toujours été et sont toujours un lieu de brassage social et culturel et qu'après la suspension du service militaire décidée en 1996 et le passage effectif à l'armée professionnelle en 2001, l'institution militaire continue de jouer un rôle d'intégrateur social en particulier au profit des jeunes les moins qualifiés. Par ailleurs, après la phase de formation initiale, sous l'uniforme – qui suit il faut le préciser une phase de sélection qui comporte différents volets, dont celui de l'enquête de sécurité – le sentiment d'appartenance à la Nation est fort et renforcé par la cohésion que développe l'esprit militaire. Par ailleurs, elles

bénéficient d'une image positive, probablement en raison de ses méthodes de formation appliquées rigoureusement avec ses trois phases successives qui inculquent le savoir-être, le savoir et le savoir-faire, le tout dans un climat favorisant l'esprit de corps. D'autre part, les perspectives de promotion sociale permises par les capacités de formation et la stabilité professionnelle constituent des attraits non négligeables notamment pour des jeunes issus de la diversité, touchés par l'échec scolaire, car la majorité d'entre eux sert aux niveaux inférieurs ou intermédiaires de la hiérarchie, comme militaires du rang ou sous-officiers. Il n'y a donc, a priori, aucune raison de penser qu'ils formeraient une cinquième colonne. Cinquième colonne qui existe bien sur notre territoire mais pas au sein de nos armées.

Cela dit, il est vrai que l'accroissement du nombre de militaires de culture musulmane (cohérent avec l'augmentation de la population française de culture musulmane) a fait apparaître avec force la question de la gestion du culte musulman dont la pratique est confrontée à un environnement qui n'y était pas préparé. En outre, le milieu fermé que constitue l'armée rend plutôt difficile la gestion des pratiques de l'islam qui se heurtent à son fonctionnement traditionnel pour lequel cette religion présente un défi particulier. Il faut rappeler que dès 1990, un rapport remis au Ministre de la Défense et mentionnant la difficile reconnaissance de l'islam dans l'armée amenait ce dernier à signer une circulaire sur les interdits alimentaires religieux. Et quinze ans plus tard, en 2005, un rapport sur la mise en place d'aumôniers musulmans était suivi d'effet en 2006. Je crois qu'ils doivent être au nombre de 35 aujourd'hui. Alors, oui cela a conduit à l'acceptation, sur le plan alimentaire, de la mise en place de menus halal. Mais ces mesures ne sont pas toujours réalisables. Tout dépend du nombre de personnes concernées, du type d'unité (en caserne ou sur le terrain, voire en opérations). Une enquête réalisée en 2009 a montré que les intéressés pouvaient s'adapter et mangeaient halal ou pas, la seule règle observée étant le porc

jamais consommé. Enfin, s'agissant des dérogations pour fêtes religieuses, il faut reconnaître que ponctuellement et localement cela se négocie discrètement ce qui peut parfois créer des contestations car les intéressés bénéficient également des fêtes religieuses chrétiennes officielles. Vous comprendrez que sur ces sujets, les armées restent très discrètes. Mais les impératifs opérationnels demeurent dans tous les cas la priorité et ne peuvent en aucun cas être remis en cause par la pratique d'un culte, quel qu'il soit.

Alors, bien sûr, certains événements ponctuels ont marqué les esprits, en particulier une révolte qualifiée de mutinerie qui s'est produite en 1999 à bord du porte-avions Foch en opérations ou le refus formulé en 2009 par trois ou quatre soldats de servir en Afghanistan pour des raisons religieuses. Des sanctions ont alors été prises avec notamment l'exclusion des armées des intéressés qui servaient sous contrat. On ne peut pas exclure que des incidents similaires se reproduisent. Il est certain que le contexte international actuel, auquel s'ajoute le départ en Irak ou en Syrie de djihadistes français ainsi que les événements dramatiques qui se sont déroulés cette année dans notre pays, marqués par la menace de mouvements qui se réclament de l'islam, ont entraîné la méfiance et la suspicion qui se portent vers ces groupes ethnoculturels et alimenté la rumeur. D'autant plus que le ministre de la Défense lui-même a été conduit en début d'année à reconnaître qu'une dizaine d'anciens militaires français sont aujourd'hui au combat sous une bannière djihadiste en Syrie en Irak. Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'un rapport du ministère de la Défense de janvier 2007 évoquait **« l'attitude intransigeante et revendicative tournant à la provocation » des JFOM (Jeunes Français d'Origine Maghrébine) et de « la surdélinquance au sein même de leur régiment »**. Ce même rapport précisait que ces JFOM commettent **3,5 fois plus de désertions, 6 fois plus de refus d'obéissance, 6 fois plus d'outrages à supérieurs et 8 fois plus d'insoumission**. C'est pourquoi nos services de renseignement, et notamment la Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense

(DPSD), l'ex-Sécurité militaire, sont aujourd'hui très vigilants.

Il y a tout de même un point que je souhaiterais soulever et qui mériterait une réponse politique urgente car il est fondamental. En effet, la condition première pour pouvoir être recruté dans les armées est d'être de nationalité française. C'est bien le cas de nos soldats de confession musulmane. Mais chacun sait qu'ils sont bi-nationaux ce qui est incompatible et contraire à nos intérêts. Je pense qu'il serait sage que les jeunes Français issus de l'immigration soient tenus, au moment de leur intégration dans l'armée française, d'abandonner officiellement et définitivement leur seconde nationalité ce qui ne me semble pas être le cas aujourd'hui. Cet engagement formel pourrait, en effet, constituer un premier rempart contre tout risque de dérive car il s'agit d'une contrainte forte au moment de la sélection qui éliminerait ceux qui ne sont pas prêts à l'accepter. Car cette seconde nationalité les relie non seulement à leur pays d'origine mais à la culture musulmane d'origine, c'est à dire le sentiment d'appartenir à la « nation musulmane », l'oumma. Or, un militaire engagé se bat pour sa patrie et non pour sa religion qui doit, encore plus dans l'armée, rester dans sa sphère privée. C'est un point que les responsables politiques devraient régler car gouverner, c'est prévoir. On notera d'ailleurs, avec cet exemple de l'armée, le problème plus global que pose la bi-nationalité dans le fonctionnement de nos institutions et de notre pays, notamment pour des personnes membres du Parlement, voire du gouvernement de la France où cela ne devrait pas être permis.

L'ARMEE DOIT D'ABORD ETRE AU SERVICE DE SON PEUPLE ET D'UNE TERRE CHARNELLE

Riposte Laïque : On entend également d'autres compatriotes,

inquiets, qui pensent que l'armée demeure la dernière chance de la France. Comment, dans votre esprit, peut-on concilier le côté légaliste de l'institution militaire, et son devoir de protéger le peuple ?

Général Antoine Martinez : En préambule, il faut comprendre que lorsqu'une armée est organisée par un État – ce qui est notre cas depuis longtemps – de surcroît démocratique, elle est une institution et ses objectifs sont subordonnés aux objectifs politiques de cet État. Elle est donc un outil important à la disposition du gouvernement et donc du politique qui, en démocratie faut-il le rappeler, est élu par le peuple. De plus, son organisation très spécifique est bien ancrée dans les habitudes et l'armée est considérée comme une structure rigide où le respect de l'autorité et l'obéissance sont la règle.

Alors bien sûr, les événements dramatiques vécus il y a un mois interpellent la classe politique dans son ensemble, mais plus particulièrement ceux qui gouvernent, et nous rappellent à tous que la guerre a été déclarée à la démocratie. Mais dans cette guerre qui se joue à la fois à l'extérieur et à l'intérieur, sur notre propre territoire, il ne pourra pas y avoir de victoire possible sans une armée solide bénéficiant du soutien et de l'appui du peuple déterminé et uni autour d'elle. C'est pourquoi, même si la suspension du service militaire a entraîné, qu'on le veuille ou pas, un certain délitement du lien armée/nation, préjudiciable au sentiment national, il est important que nos compatriotes essaient – cela devient impératif – de s'intéresser aux questions qui touchent à la Défense et à leur armée pour mieux connaître ses missions et ses moyens, ses besoins, les difficultés qu'elle éprouve en raison de ses insuffisances dues à l'érosion constante de ses budgets. Car la part des ressources que lui consacre la Nation n'a cessé de diminuer depuis des années et le constat est aujourd'hui alarmant.

Nos forces armées n'ont en effet jamais été, depuis vingt-cinq ans, autant lourdement engagées pour faire la guerre à l'extérieur. Pourtant, elles sont confrontées depuis à une

baisse drastique et continue de leurs budgets qu'on pourrait même qualifier de véritable purge forcée, à un allongement des programmes, à une réduction continue des achats de nouveaux matériels ou armements sans parler des réductions d'effectifs inconsidérées, autant de facteurs qui affaiblissent considérablement et dangereusement notre outil militaire et mettent, à terme, sérieusement en péril la sécurité de la France et de ses intérêts. N'oublions pas que nos soldats sont de plus, depuis plusieurs mois engagés sur le territoire national dans le cadre de l'opération Sentinelle dans des conditions d'hébergement déplorables, ce qui n'est pas le cas des forces de police, et alors que des clandestins sont logés à l'hôtel. Ils pourraient, en outre, être forcés d'intervenir sur notre propre territoire contre les milliers de djihadistes que nous abritons.

Vous le constatez, et nos compatriotes doivent en prendre sérieusement conscience – cela devient urgent – la France doit inverser cette tendance mortifère. Il faut donc que nos compatriotes se réapproprient leur armée en s'intéressant et en apprenant à mieux la connaître afin de pouvoir exiger des autorités politiques, en toute connaissance, la mise à disposition de ressources suffisantes pour remplir ses missions. Si le peuple, si la Nation a besoin de l'armée pour sa protection, l'armée a besoin de la Nation, du peuple d'où sont issus ses soldats pour obtenir les moyens de sa défense et de sa sécurité. Encore une fois, le peuple étant souverain dans une démocratie, il serait sage que les responsables politiques consultent les citoyens qui ont le droit et le devoir de s'exprimer sur des sujets vitaux comme celui-là. Car si l'armée exerce un sacerdoce au service d'un gouvernement qui peut changer périodiquement, elle l'exerce avant tout au service d'un peuple et d'une terre charnelle.

POURQUOI LA GAUCHE PEUT-ELLE

S'ALLIER AVEC LES COMMUNISTES ET LES GAUCHISTES, ALORS QUE LA DROITE NE PEUT LE FAIRE AVEC LE FN ?

Riposte Laïque : Dans la chronique que j'évoquais, vous faites référence, en conclusion, à un homme providentiel (sans exclure un militaire) et vous nommez Philippe de Villiers ou Nicolas Dupont-Aignan. Pourtant, les faits montrent que, en ce moment, l'alternative patriotique paraît (à tort à ou à raison) s'incarner dans le vote Front national. Pouvez-vous nous éclairer sur ce silence ?

Général Antoine Martinez : Vous avez parfaitement raison. Les faits montrent – le premier tour des élections régionales le confirment – que le Front national semble représenter une alternative patriotique pour de plus en plus de Français. J'avoue, pour ma part, ne pas très bien comprendre cette hystérie générale menée par le Premier ministre qui ne veut manifestement pas écouter ce qu'expriment ces Français. Car aujourd'hui les citoyens qui portent leur suffrage sur le FN ne le font plus uniquement par protestation, ni uniquement pour des raisons économiques. Je considère que nos gouvernants devraient changer leur logiciel sur l'analyse des causes de leur échec sur leur combat contre le FN. Alors, pour répondre le plus objectivement et précisément possible à votre question, et pour expliquer la conclusion de ma chronique que vous évoquez, je fais deux constats.

Le premier, c'est que malgré sa progression dans l'électorat et ses succès indéniables le FN ne représente au plan national, si je puis dire, qu'un électeur sur trois au mieux, ce qui est considérable j'en conviens puisqu'il fait aussi bien sinon mieux que les deux autres partis qui alternent à la tête du pays, mais c'est encore insuffisant pour deux raisons : la première est représentée par l'alliance contre-nature de la presque totalité des autres partis politiques, aidée par les prises de position de certains groupes influents

comme les grands patrons, les francs-maçons, une bonne partie des médias, le monde du show-business et j'en passe, qui conduit aujourd'hui, par une nouvelle manœuvre infondée de « re-diabolisation », au moins un électeur sur deux, voire deux électeurs sur trois à refuser de voter pour le FN ; la seconde raison – nous en avons l'illustration à chaque élection – c'est le mode de scrutin décidé par la loi électorale et qui est différent selon le type d'élection. Pour 2017, tous les experts s'accordent pour dire que le représentant du FN sera qualifié au second tour de l'élection présidentielle, mais le scrutin majoritaire à deux tours, conjugué au fait que le plein des voix aura été en principe réalisé au premier tour, devrait l'empêcher, sans alliance avec d'autres, de gagner. Quant aux régionales d'aujourd'hui, même avec un scrutin à la proportionnelle nos gouvernants réussissent à modifier les résultats du premier tour pourtant clairs parce qu'il y a un second tour qui permet toutes les magouilles politiciennes. J'aurais d'ailleurs tendance à dire que c'est contraire au principe même de la proportionnelle. C'est probablement aussi la raison pour laquelle le taux d'abstention reste généralement élevé puisque le citoyen considère qu'il n'est pas écouté, que son avis ne compte pas. Cela n'est cependant pas sans risque pour la vie démocratique car chacun constatera une certaine radicalisation qui progresse dans les esprits. C'est cela qui devrait être l'objet de l'attention de nos gouvernants. C'est d'ailleurs la question que j'ai posée personnellement au Premier ministre à qui j'avais adressé, le 5 juillet dernier, ma lettre ouverte à nos gouvernants, à nos parlementaires et aux partis politiques. Lettre qui est restée sans réponse. Je souhaiterais pourtant qu'on m'explique pourquoi vouloir défendre l'identité d'un peuple, ses valeurs, ses traditions constituerait une attitude de fermeture et serait inacceptable, immoral, condamnable et que favoriser l'islamisation de notre pays aux racines gréco-romaines et chrétiennes en acceptant une immigration extra-européenne massive, de culture incompatible avec nos valeurs, sans

conditions serait acceptable et bénéfique pour l'avenir alors même que le Président François Mitterrand lui-même affirmait en 1983 que le seuil de tolérance avait été dépassé.

Le second constat, c'est le résultat du fonctionnement de nos institutions et en particulier du pouvoir exercé par les partis politiques qui mène aujourd'hui à une impasse. En effet, depuis le début de la Vème République, le pouvoir a été exercé en alternance par la gauche et la droite qui représentaient deux blocs assez similaires et opposés avec leurs propres alliances internes et, même si nous avons eu deux périodes de cohabitation, cela n'a pas mis en danger son fonctionnement. Aujourd'hui, les choses deviennent différentes avec l'installation définitive après quarante ans de maturation d'un troisième bloc monolithique au moins équivalent aux deux autres blocs par les suffrages qu'il obtient et situé sur l'échiquier politique à droite. Quelle est donc la conséquence d'une telle évolution ? Tout simplement, nous sommes passés progressivement d'un système de bi-partisme à un système de tri-partisme qui n'est pas viable dans l'esprit de la Constitution de la Vème République car il mène à l'impuissance du fait qu'il n'y aura plus de majorité large pour gouverner. Ces trois blocs possèdent, en effet, une force électorale équivalente aujourd'hui et il sera très difficile d'obtenir une large majorité même parlementaire dans le futur dans la mesure où il ne peut pas y avoir aujourd'hui d'alliance des blocs de droite contre la gauche, et où il est difficile d'admettre une alliance contre-nature entre le bloc de gauche et l'un des blocs de droite, comme on l'a vu dans ces élections régionales.

C'est donc l'instabilité politique assurée – alors que l'électorat est majoritairement à droite – qui mènera à l'impuissance et qui conduira nécessairement à une recomposition de l'échiquier politique qui risque de se réaliser au détriment du bloc de droite aujourd'hui englué dans le ni-ni et tétanisé par le discours moralisateur du bloc de gauche dont il ne sait pas se détacher et dont on sent bien poindre une certaine division en son sein. Cela prendra

probablement du temps mais cela se fera au détriment de la France et de son peuple car ce que nos gouvernants, et d'autres, en ne voulant pas écouter le message des électeurs qui se portent de plus en plus sur le FN, à savoir le refus de cette immigration non souhaitée et modelée par l'islam incompatible avec notre société, font une erreur magistrale de diagnostic. La situation économique n'est pas la seule motivation du vote FN. Et cela conduira les citoyens à se diviser plus qu'ils ne le sont aujourd'hui. Il est sidérant d'entendre encore, après le second tour des élections régionales, de nombreux responsables politiques de la majorité, de l'opposition et même au sein du gouvernement nous dire que la racine du mal c'est le chômage. Exit la crise identitaire. Ils font un très mauvais diagnostic car la racine du mal c'est leur aveuglement et leur obstination irresponsables à ne pas vouloir accepter l'évidence. Et pour cause : elle est la conséquence de leur laxisme et manque de clairvoyance depuis plusieurs décennies. Le FN continuera donc de progresser.

Il me semble donc, mais cela n'engage que moi, qu'il faut tenter de rassembler – au-delà des appareils politiques qui démontrent aujourd'hui leur inefficacité, leur impuissance face aux vrais défis – tous les Français et donc tous les électeurs qui ont conscience de l'état de notre société, résultat de quarante années de laxisme et de manque de clairvoyance. Il faut que les citoyens réalisent que seule une révolution politique, une rupture complète, un changement total du paysage politique sont aujourd'hui indispensables. Il faut que les responsables politiques puissent retrouver les moyens d'exercer le pouvoir avec efficacité pour le bien commun et dans l'intérêt de l'État et de la Nation, et ces moyens se résument en un mot : la puissance. Car cette dernière constitue l'essence même du politique. Elle doit lui permettre d'assurer à la fois la sécurité et la concorde. Aujourd'hui, on en est très loin. Actuellement, pour masquer leur impuissance, leur manque de vision pour la France, nos gouvernants ne cessent de parler de la République, de pacte

républicain, de front républicain, d'état de droit républicain, des valeurs de la République. Mais que font-ils de la démocratie ? Cette dernière n'est-elle pas le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ? Son bon fonctionnement ne doit-il pas assurer une alternance apaisée entre les deux grands courants que représentent la gauche et la droite ? C'est un principe naturel qui a guidé la vie politique depuis très longtemps. Or, aujourd'hui selon les résultats du second tour des élections régionales, près de deux électeurs sur trois sont de droite. C'est un fait. Il faudra donc bien qu'un jour des ponts soient établis entre les deux blocs de droite actuels sauf à vouloir maintenir une vision partisane, sectaire et suicidaire du gouvernement de la France contraire au bien commun. On voit bien qu'aujourd'hui aucun des ténors de ces deux grands blocs de droite n'envisagent l'éventualité d'un rapprochement ou d'accords mêmes ponctuels.

Au nom de quoi peut-on accepter que la gauche fasse alliance avec les communistes et l'extrême-gauche et refuser que la droite puisse faire alliance avec un autre parti de droite ? La situation dramatique que connaît notre pays depuis le début de l'année, du fait de l'action de djihadistes présents sur notre sol et qui n'est pas près de cesser car nous aurons d'autres attentats de masse, nécessite un large rassemblement. Ce n'est manifestement pas la gauche qui adoptera des mesures efficaces pour contrer cette menace, même avec l'état d'urgence en vigueur. Quant à l'arrêt de l'islamisation en cours de notre pays, ce n'est sûrement pas la gauche qui s'en préoccupera. Et c'est finalement plutôt le sectarisme, l'obstination à nier la réalité et à refuser l'adoption de mesures adaptées qui conduirait le pays vers la guerre civile. C'est la raison pour laquelle j'ai fait référence à Philippe de Villiers ou à Nicolas Dupont-Aignan, sans exclure un militaire, car ces personnalités me semblent avoir une vision pour la France que je rejoins, une certaine idée de la France, une attitude gaullienne propre à rassembler les électeurs le plus largement à droite et enfin répondre à l'attente de nos

compatriotes. Ils me semblent les plus aptes pour tenter d'aider ou réussir ce rapprochement des droites pour que la France redevienne la France, lui redonner sa grandeur et permettre aux Français de retrouver enfin leur fierté. Je ne crois pas que les ténors actuels des deux blocs de droite soient aujourd'hui prêts à travailler à ce rapprochement, pour différentes raisons que je peux comprendre mais qui mènent à une impasse totale.

Je terminerai, si vous le permettez, en donnant mon sentiment sur ces fameuses primaires qui seront organisées avant les élections présidentielles par l'un des deux blocs de droite, car ce serait la solution la plus démocratique pour sélectionner son candidat à la magistrature suprême. Manifestement, nos élites de droite, en voulant une nouvelle fois imiter la gauche, n'ont pas bien compris que ce n'est pas la bonne solution. Non seulement elle ne répond pas aux principes de la Vème République, mais la démonstration a été faite avec la gauche, c'est l'assurance de sélectionner le plus mauvais candidat. Si on veut organiser des primaires, c'est pour la présidence du parti qu'elles sont justifiées. Ensuite, le chef de parti désigné est le candidat légitime pour l'élection présidentielle. Cela évite bien des divisions au moment où le rassemblement et l'unité sont le plus nécessaires pour gagner. C'est ma conception de la démocratie.

DES MESURES RADICALES POUR ENCLENCHER UN PROCESSUS DE DESISLAMISATION DE NOTRE PAYS

Riposte Laïque : Certains parlent d'une remigration, jugée inévitable, pour sauver l'identité de ce pays. En militaire, une telle solution vous paraît-elle souhaitable, et surtout réalisable ?

Général Antoine Martinez : L'unité de la nation, c'est une évidence, est mise en sérieux danger en raison de la fracture

identitaire qui ronge insidieusement le peuple français. Cette dernière s'est même accélérée en l'espace de peu de temps. C'est d'ailleurs le thème que je développe dans l'essai que j'ai publié en début d'année 2013 (1) et qui se voulait être un cri d'alerte, voire d'alarme. On y trouve d'ailleurs toutes les raisons qui expliquent la progression des partis dits populistes en Europe. Pour ce qui concerne la France, la situation est aujourd'hui désastreuse avec une immigration extra-européenne qui a depuis longtemps dépassé le seuil de tolérance ce qui invalide tout espoir d'intégration en raison de sa culture et de sa religion en plus de son coût économique exorbitant pour le contribuable français. Il faut dire que cette situation a été aggravée notamment par l'adoption de mesures sociales insensées et la politique plus que contestable de l'Éducation nationale.

Le produit de ce laxisme et de cet aveuglement qui s'est traduit plus récemment par un pur déni de réalité, nous le constatons à présent avec la présence sur notre propre sol de dizaines de milliers d'islamistes radicaux, véritables bombes à retardement qui commencent à exploser et qui sont français par le simple fait d'être nés en France. Sans oublier qu'ils ont été instruits par l'école de la République et qu'ils sont prêts à frapper, au nom de l'islam et à n'importe quel moment, la France qu'ils exècrent ! Mais ce sont nos responsables politiques qui se sont succédé depuis le milieu des années 1970 qui sont coupables. Le pire est que nos gouvernants aujourd'hui sont incapables de réaliser ce qui attend la France et son peuple si rien n'est fait pour stopper ce basculement déjà engagé vers la barbarie.

Alors, pour ma part – je l'ai d'ailleurs déjà écrit – il est aujourd'hui indispensable d'anticiper (ce que nos élites politiques n'ont jamais su faire, pourtant gouverner c'est prévoir) en adoptant des mesures radicales non seulement pour stopper l'islamisation criminelle de nos sociétés occidentales mais pour également enclencher un processus inverse, c'est à dire un processus de « désislamisation » de notre pays. Car il faut bien que les gouvernants tirent les conséquences de

l'aveuglement et de la lâcheté qui ont marqué la gouvernance de notre pays depuis une quarantaine d'années. Des changements fondamentaux doivent être décidés et étudiés avec la prise de mesures incontournables seules capables de permettre un retour à un minimum de cohérence interne de notre société. Et il n'y a pas de temps à perdre car les résultats ne pourront être atteints qu'à moyen terme. Il faut, en effet, réaffirmer solennellement notre attachement à notre civilisation fondée historiquement, spirituellement et culturellement sur le christianisme.

La France n'est pas une terre d'islam mais la fille aînée de l'Église. Il faut donc procéder à la fermeture des mosquées et écoles coraniques salafistes et interdire la construction de mosquées dont le financement reste secret car illégal. Cela doit également conduire à la refondation de l'école de la République – devenue le creuset de la libanisation du pays – en rétablissant notamment des programmes appropriés pour transmettre aux jeunes l'amour de la France car dans ce combat qu'il faut gagner, il faut d'abord engager la bataille culturelle. Il faut, en outre, appliquer strictement la loi de la République sur tout le territoire et notamment celle sur l'interdiction du port de la burqa et des prières de rue. Il faut décréter l'illégalité du fonctionnement des abattoirs halal, procédé d'abattage barbare des animaux contraire à nos traditions et à notre mode de vie et donc procéder à leur fermeture.

Ce procédé d'un autre âge est imposé par la loi islamique, c'est à dire la Charia. Mais la France n'est pas une terre d'islam et les musulmans doivent se conformer au mode de vie de notre pays. La Charia a, de plus, été jugée incompatible avec nos principes démocratiques par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) en 2003. Alors nos gouvernants, et d'une façon générale tous ceux qui sont amenés à exercer un pouvoir à quelque niveau que ce soit, doivent tirer les conséquences de ce jugement. Car cette pratique est également contraire à cette laïcité qui est sans cesse rappelée par ceux qui nous gouvernent. Je suis, par ailleurs, effaré quand

j'entends une responsable politique de droite proposer la création d'une taxe sur l'abattage halal pour alimenter le financement de la construction de mosquées, approuvant par là-même l'existence de ce procédé barbare – et donc l'acceptation des abattoirs halal – contraire à nos traditions et finalement favorisant l'implantation de l'islam dans notre société. C'est insensé ! Et ce sont les mêmes qui veulent supprimer les crèches de Noël !

Il faut, pour renverser le cours néfaste des choses, adopter des mesures répondant à un principe de précaution, tout simplement. C'est bien le rôle qu'on est en droit d'attendre du politique : qu'il envisage le pire pour que ce pire ne se réalise pas, pour qu'il se donne les moyens de le combattre dans l'intérêt de son peuple. Et si on veut, non seulement stopper cette islamisation dangereuse pour notre pays et son peuple, mais décider d'en inverser le cours en « désislamisant » progressivement notre société, il faut décréter un moratoire sur l'immigration extra-européenne de confession musulmane (à l'exception des étudiants et des réfugiés politiques), supprimer le regroupement familial, refondre complètement notre politique d'immigration et d'attribution de la nationalité, supprimer la bi-nationalité (à l'exception des ressortissants européens), supprimer les prestations sociales qui constituent un véritable appel d'air massif à l'immigration, expulser les clandestins, les déboutés du droit d'asile et les familles polygames.

Il s'agit donc, vous le constatez, de mesures qui s'attaquent aux causes qui ont conduit à la situation catastrophique de notre pays et qui doivent faciliter, inciter, voire presser ceux qui ont des difficultés à s'intégrer ou qui refusent nos principes, nos valeurs et nos traditions à quitter la France. Il faut les y pousser résolument. C'est d'ailleurs l'intérêt de nos compatriotes de confession musulmane intégrés et qui respectent les lois de la République. Il faut donc, en décidant d'appliquer strictement ces mesures, amener ceux qui ne veulent pas respecter les lois de la République, ni les valeurs, traditions et mode de vie de notre nation, à

appliquer un principe d'ailleurs ordonné par le Coran, c'est à dire la *hijra*. L'islam interdit, en effet, la vie en pays mécréant et préconise la *hijra*, c'est à dire l'émigration vers des terres musulmanes pour pratiquer un « islam sain » dès lors qu'on ne peut pas le faire où on se trouve. C'est donc la voie à suivre : rappeler nos racines et refuser de les diluer, rappeler nos principes, appliquer strictement la loi (les clandestins, les déboutés du droit d'asile, les familles polygames sont hors-la-loi et doivent donc partir) mettre en œuvre les mesures diverses que j'évoquais, et favoriser, inciter, provoquer l'émigration.

Alors, « remigration » ou « désislamisation », je crois que ce qui compte c'est de réussir à inverser le cours des choses dans l'intérêt bien compris de la Nation française. Cela est-il souhaitable ? La réponse est contenue, me semble-t-il, dans la question. Est-ce réalisable ? Avec nos gouvernants actuels, certainement pas. Il suffirait pourtant que le peuple puisse s'exprimer par référendum.

J'ESPERAIS L'EXPULSION DE MILLIERS D'ISLAMISTES, LA FERMETURE D'UNE CENTAINE DE MOSQUEES, LE RATISSAGE DES CITES CONNUES : ON EST LOIN DU COMPTE !

Riposte Laïque : Pensez-vous que l'Etat d'urgence, et les mesures prises par ce gouvernement, répondent à la situation ? Si vous étiez ministre de la Défense, que préconiseriez-vous ?

Général Antoine Martinez : Vous savez, ce drame que la France a vécu le 13 novembre était prévisible depuis longtemps. Il n'y a que nos gouvernants qui ont été surpris. Et comble d'irresponsabilité, alors que les opérations de sécurisation étaient en cours et qu'on n'était pas à l'abri d'autres actions terroristes, le Président de la république suivi de

ministres et d'autres responsables mettaient, sans le savoir, leur vie en danger car il fallait – il semble que ce soit impératif de nos jours avec le règne des chaînes d'informations en continu – se montrer devant les caméras et les micros sur les lieux-mêmes de l'attaque. Cela devient pathologique. On saura par la suite que l'organisateur de cette soirée sanglante était sur les lieux à ce moment là. Quelle inconscience de la part de ces responsables politiques, au plus haut niveau de l'État, qui ne pensent qu'à leur communication et à leur image ! Mais, pour vous dire la vérité, le scénario sanglant qui s'est déroulé à Paris est semblable à celui que nous pressentions au début du mois d'octobre dernier au cours d'une réunion avec quelques amis ayant exercé des fonctions au service de l'État. Notre pays a trop baissé la garde que ce soit sur le plan militaire, sur le plan de la police et de la sécurité, et même sur le plan moral avec cette haine de soi martelée sans cesse par le discours bien-pensant et culpabilisant qui conduit aujourd'hui à la mise en danger de nos concitoyens. Nous paierons très cher cet aveuglement et cette obstination de nos responsables politiques qui n'ont toujours pas compris qu'on ne fait pas de politique avec de bons sentiments et qui ont, dans la conception même de la gouvernance de notre pays, perdu tout sens des réalités.

Alors, l'état d'urgence a été décrété effectivement. C'est le moins que puissent faire ceux qui dirigent le pays. Cependant, je ne suis pas persuadé que les actions engagées depuis un mois répondent complètement à la situation du moment. D'ailleurs, le Président de la République considère, dans son discours prononcé devant le Parlement convoqué en Congrès, que les articles 16 (les pleins pouvoirs) et 36 (l'état de siège) ne sont pas « adaptés à la situation que nous rencontrons » qu'il qualifie de « terrorisme de guerre » puisque « le fonctionnement régulier des pouvoirs publics n'est pas interrompu et il n'est pas concevable de transférer à l'autorité militaire des pouvoirs. Et pourtant nous sommes en guerre ». Il estime alors nécessaire de disposer d'un « autre

régime constitutionnel ».

Je ne suis pas expert en matière de droit constitutionnel, mais comme simple citoyen je me pose une question : l'état de siège (prévu lorsqu'il y a péril imminent du fait d'une insurrection armée ou d'une guerre) n'était-il pas le plus approprié puisque le Président lui-même affirme que nous sommes en guerre et que ce carnage de masse qui a frappé le peuple français est dû à ce qui peut être considéré comme une insurrection armée puisque menée par des « citoyens français » ? Il faut, en effet, rappeler que l'état de siège permet le transfert de pouvoirs de police de l'autorité civile à l'autorité militaire, la création de juridictions militaires et l'extension des pouvoirs de police. En un mot, il y a un transfert de pouvoirs des autorités civiles aux autorités militaires. Y aurait-il quelques craintes à transférer tous ces pouvoirs à l'autorité militaire ? D'autre part, pourquoi avoir choisi de convoquer le Parlement en Congrès à Versailles pour prononcer son discours ? N'aurait-il pas été plus judicieux que le Président le fasse en s'adressant à la Nation, de façon solennelle, depuis son bureau à l'Élysée ? On le constate, tout est axé sur la communication avec un objectif : gagner du temps qui permettra de dissiper l'émotion suscitée par ce drame sanglant en maintenant, certes une pression, mais d'un niveau pas trop appuyé sur les ennemis intérieurs de la République afin de ne pas stigmatiser leur origine religieuse. Ce serait contraire à la politique clientéliste à un an et demi d'une échéance électorale majeure.

Car, quels sont les résultats concrets de cet état d'urgence critiqué d'ailleurs par les droitsdelhommistes ? Il semble qu'après un mois et 2700 perquisitions administratives menées par les services de police et de gendarmerie, quelque 500 procédures judiciaires ont été engagées et une soixantaine de personnes condamnées à des peines d'emprisonnement (avec ou sans sursis, des travaux d'intérêt général ou mises à l'épreuve) et près de 400 assignées à résidence. Par ailleurs, près de 500 armes ont été récupérées dont une cinquantaine de

guerre. Cela représente à peine le tiers des armes récupérées chaque année mais sans état d'urgence. Et trois mosquées salafistes ont été fermées et devraient le rester, mais jusqu'à la levée de l'état d'urgence. On le constate, compte tenu de ce qui s'est passé sur notre territoire depuis le début de cette année, les résultats ne sont pas à la hauteur de la menace.

Alors, vous me demandez ce que je ferais si j'étais ministre de la Défense ? Je ferais remarquer tout d'abord que même si les armées participent aux actions engagées par l'état d'urgence, mais en soutien aux forces de police et de gendarmerie, sans oublier le fait qu'elles sont sollicitées depuis avant même le 13 novembre dernier dans le cadre de l'opération Sentinelle, cela concerne surtout le ministre de l'Intérieur. Mais pour répondre à votre question, je crois qu'il est temps de renforcer nos capacités militaires au lieu de les démanteler comme cela a été le cas depuis de nombreuses années. Vous savez que nous ne sommes plus capables de bombarder l'État islamique car nos stocks de bombes sont épuisés ! C'est hallucinant ! Il faut donc expliquer à nos concitoyens et en particulier à ceux qui, parfois, peuvent être critiques à l'égard de l'armée et de ses généraux, que ces derniers ne sont pas responsables des moyens que l'État met à leur disposition. Ce ne sont pas les généraux qui votent les budgets de la Défense, ce sont les parlementaires, c'est à dire les élus du peuple. Je crois donc qu'il serait sage d'envisager une augmentation de la part du PIB consacré à la Défense pour passer de 1,4 % aujourd'hui à un minimum de 2,5 % en cinq ans. Il en va de la sécurité extérieure et intérieure de la France et de ses intérêts. Imaginez que les seuls intérêts de la dette que rembourse la France chaque année représentent plus d'un budget et demi de la Défense !

Mais pour revenir sur l'application de l'état d'urgence, j'attendais personnellement, avec sa mise en vigueur, des actions plus percutantes et mieux ciblées pour répondre de façon plus énergique aux ennemis intérieurs de la France. Car depuis de longs mois, nos services de renseignement ont

accumulé beaucoup d'informations ne serait-ce que par l'exploitation de l'internet et des réseaux sociaux, la surveillance de certains individus ou groupes d'individus, voire d'associations suspectes, de mosquées, d'imams... L'état d'urgence était l'occasion de frapper très fort et tout de suite sur la mouvance islamiste sur tout notre territoire. Pour ma part, je m'attendais à l'arrestation de quatre à cinq mille personnes, à la fermeture immédiate et définitive d'une centaine de mosquées salafistes, de leurs écoles coraniques et à l'expulsion de leur imam, à l'expulsion d'individus étrangers répertoriés pour leur appartenance à des groupes islamistes ou ayant tenu des propos radicaux, au bouclage pendant plusieurs jours de cités bien connues, le temps nécessaire pour récupérer les milliers d'armes entreposées en fouillant dans les immeubles chaque appartement, chaque cave, chaque garage, chaque véhicule. Vous pouvez constater qu'on est loin de cela car les actions menées par nos forces de police et de sécurité, qui ne font qu'exécuter les ordres donnés par le politique, ne sont pas très différentes de celles qui ont été menées après les attentats du mois de janvier dernier, mais sans état d'urgence. Il y a donc un fossé entre le discours tenu par nos gouvernants et leurs actes.

Propos recueillis par Pierre Cassen

1. Devoir d'expression d'un citoyen (pas) ordinaire – Essai

Éditions Amalthée (www.editions-amalthee.com) – 238 pages –
n° ISBN 9782310013147 – 19,80 €